



Cercle Henri Barbusse
de culture ouvrière et populaire
rassemblementcommuniste.fr

AVRIL 2020

SOCIALISME - CAPITALISME

DEUX SYSTEMES A L'EPREUVE

D UNE CRISE SANITAIRE MAJEURE



SOMMAIRE

Le « come back » de la classe ouvrière

Coronavirus et luttes de classes: Préparons les combats de l'après-pandémie

COVID-19: Chronique d'une gestion calamiteuse



Le « come back » de la **CLASSE OUVRIERE**

La période de confinement et de relative « mise sous cloche » de l'économie nationale pour lutter contre la pandémie permet, parallèlement, de remettre au centre d'une approche extrêmement complexe et systémique du monde du « travail » et du marché de « l'emploi » une classe dont personne ne contestait jadis l'existence : la classe ouvrière. Cette classe désormais oubliée, invisibilisée, niée, y compris souvent par ceux qui la composent, fait en quelque sorte son « come back » au moment où le paradigme libéral s'écroule un peu partout dans le monde, comme système insécure et vulnérable.

Dans la théorie marxiste, il n'a jamais été question, même au cœur du dix-neuvième siècle au moment où elle était en plein essor, d'identifier cette classe à la « majorité » de la population. Le grand nombre des ouvriers n'a jamais été l'explication de sa position centrale dans le dispositif capitaliste, position qui pour Marx et ses successeurs, lui donnait un caractère historiquement révolutionnaire : Dans nombre de pays où la révolution socialiste a surgi, cette classe était d'ailleurs minoritaire voire encore très rurale...

Si Marx et Engels opposent deux classes fondamentales dans le mode de production capitaliste, les ouvriers et les bourgeois, ce n'est pas pour « résumer » l'infinie complexité sociologique de notre société à ces deux classes : Il s'agit de découvrir au cœur de cette complexité sociale apparente un mécanisme fondamental, une contradiction antagoniste principale, permettant à cette société de se développer... jusqu'à se « dépasser » par une autre forme de société caractérisée par le socialisme puis la société sans classes.

Au cœur de ce qui crée les richesses de la classe capitaliste, on trouve en effet les ouvriers, les producteurs de biens matériels, ceux sans qui aucune autre activité ne serait possible (parmi celles qu'on qualifie maintenant de « tertiaire », les productions de « services », tout ce qui n'est pas inclus dans le processus de production des marchandises de leur conception à leur livraison, voire à leur recyclage).

Pourtant dans le mouvement marxiste lui-même, où le besoin de « réactualisation » va souvent jusqu'à la révision des fondamentaux, beaucoup ont intégré depuis des décennies dans leurs analyses ce

dont la classe dominante a cherché à nous convaincre : Il n'y aurait plus de « classe ouvrière », ce cauchemar historique du patronat... mais des « travailleurs », des « salariés », des « gens », des « producteurs de valeur économique » toutes classes confondues (Bernard Friot), des « multitudes » (Toni Negri), etc.

Evidemment toutes ces catégories existent, et elles sont bien soumises à la domination capitaliste leur extorquant de la plus-value... mais la classe ouvrière perdant sa centralité dans les rouages, devient une masse d'emplois « comme les autres », et puisqu'on enregistre depuis des décennies un recul ou un reflux historique des grandes organisations ouvrières, celles qui ont conquis par le passé tant d'avancées sociales pour tous les travailleurs (et pas seulement pour eux), il suffit d'inviter indistinctement toutes les couches sociales exploitées par le capital à devenir le cœur, l'Etat major de la lutte des classes d'aujourd'hui. La classe ouvrière se serait finalement « dissoute » dans la grande masse des travailleurs.

Mais c'est bien dans des circonstances où l'économie se montre sous un jour nettement simplifié, pendant ce confinement, que les sous-basements de la société se manifestent au grand jour. L'extrême réticence du patronat à bloquer totalement l'économie pendant ce confinement est d'ailleurs révélateur. C'est bien la classe ouvrière qui, sans télétravail possible, doit poursuivre le travail pour « éviter le pire »... pendant que le patronat en profite pour le maintenir aussi dans toutes les productions ouvrières « non indispensable » afin de maintenir leur vitale plus-value. Non, nous ne sommes donc pas tous des « ouvriers », et sans eux, rien ne saurait être durablement conquis face au patronat prédateur.

Il est vrai que les travailleurs des services de santé sont actuellement en première ligne du front contre le COVID-19, mais que feraient-ils sans la production intensive de masques,

COVID-19 CONFINEMENT

QUI FAIT TOURNER LE PAYS?

QUI FABRIQUE LES TESTS?

QUI FABRIQUE LES MASQUES?

QUI FABRIQUE LES INTUBATEURS?

QUI BATIT LES INFRASTRUCTURES?

QUI PRODUIT, DISTRIBUE, LIVRE, DEBARASSE?

LA CLASSE OUVRIERE

OU LES « ENTREPRENEURS », LES « PREMIERS DE CORDEE », LE « CAC 40 », LES « ELITES », LES « EXPERTS »?



de tests, d'intubateurs, de médicaments, de gel, de javel, de locaux, etc. ? On le voit ; le nerf de cette « guerre », c'est la production de telles marchandises vitales, et c'est bien parce que la France, comme tous les autres pays impérialistes, n'a cessé de désindustrialiser, c'est-à-dire de délocaliser leur industrie à l'étranger pour optimiser et « sécuriser » la plus-value, qu'elle se retrouve aujourd'hui dans cette panique sanitaire. Il suffit d'observer le « miracle » de la gestion de crise en Allemagne, pays qui a conservé sur son territoire une grande partie de son appareil industriel contrairement à ses voisins, pour démontrer le caractère central, incontournable, de la classe ouvrière dans notre vie à tous.

Faute d'une telle classe ouvrière développée, polyvalente, organisée (comme elle a pu l'être en 1945 pour la « bataille du charbon » dans une France en ruine par exemple), c'est bien la production ouvrière chinoise qui vient héroïquement « sauver des vies » chez nous, livrant en quelques jours des dizaines de millions de masques par exemple ! C'en est fini de l'illusion naïve qu'une société peut « tourner » sans industries...

Il n'y a pas qu'en Chine qu'on peut observer le fonctionnement inverse. Dans les pays du sud, ceux qui au contraire s'industrialisent relativement, en particulier dans les pays rescapés du camp socialiste (Chine, Cuba, Vietnam, Corée du Nord), mais aussi dans les pays bourgeois ayant préservé une relative souveraineté nationale, on voit les ouvriers assumer clairement leur rôle historique. Même dans les pays sous les auspices de l'impérialisme, on a pu voir par exemple en Tunisie ces



Ouvriers chinois fabriquant des millions de masques pour la Chine et pour le reste du monde.

derniers jours, les ouvrières de plusieurs usines réorganisées pour la production hospitalière, entrer solennellement à l'usine, sous l'hymne national, avec bagages et effets personnels, pour y vivre plusieurs jours d'affilé et soutenir l'effort national, non sans effet immédiat d'ailleurs sur la gestion de crise.

Dans notre pays impérialiste, la France, et dans tous les pays impérialistes, après des décennies d'invisibilisation idéologique, c'est dans l'épreuve de la crise sanitaire du covid 19 que s'opère le "come back" de la classe ouvrière, celle dont l'utilité sociale du travail était sciemment ignorée, celle qui était confinée dans le précaire sous payé, celle qu'il fallait ramener à l'état de "classe en soi" inconsciente de sa mission historique de se porter à la tête des classes populaires pour renverser le capitalisme.

Tout comme on a cherché à faire

croire que la première conflagration interimpérialiste mondiale en 1914 était causé par l'assassinat d'un archiduc à Sarajevo, en confondant le déclencheur et la cause profonde, on cherchera à imputer au COVID-19 tous les effets destructeurs de la crise économique majeure qui s'annonce... C'est pourtant bien à la classe ouvrière que le MEDEF demande aujourd'hui les efforts majeurs pour que le « pays se redresse » en supprimant la quasi-intégralité des conquêtes sociales qu'ils ont arraché en plus d'un siècle de lutte.

Lutter contre le capitalisme, pour le socialisme, c'est d'abord et avant tout bien en comprendre les rouages, les éléments stratégiques. Et cette compréhension passe par l'identification de la seule classe dont les conquêtes sociales ont toujours profité à toutes les couches exploitées de la société contre le patronat. Bref : Pour avancer vers le socialisme, il faut reconnaître qui sont les fossoyeurs potentiellement les plus résolus du capital... et revenir aux fondamentaux du marxisme, qui n'ont jamais été plus clairs et explicites qu'aujourd'hui !



150 ouvrières tunisiennes de la périphérie de Tunis se confinent à l'usine pour produire des masques en autarcie.

CORONAVIRUS ET LUTTE DE CLASSES

Préparons les combats de l'après-pandémie

Les catastrophes, quelle que soit leur nature, qui l'endeuillent l'humanité sont toujours des épreuves de vérité pour les systèmes économiques et politiques.

Elles visibilisent plus fortement ce que l'idéologie dominante s'évertue à masquer continuellement. Elles donnent à voir plus immédiatement les conséquences de leur loi fondamentale (la rente pour le féodalisme, le profit pour le capitalisme, le bien commun pour le socialisme, etc.). Elles font fonction de miroirs grossissants pour les inégalités produites par ces systèmes et pour les priorités des classes dominantes. Bref elles accélèrent les prises de conscience sur la véritable nature de chacun de ces systèmes économiques et sociaux. Les classes dominantes sont, bien entendu, consciente de cette accélération de l'histoire et préparent toujours l'après-catastrophe pour éteindre ces prises de conscience, contrecarrer les revendications contraires à leurs intérêts que celles-ci font émerger, préparer la répression des colères légitimes qu'elles ont suscitées. Dans le contexte de confinement et de guerre de l'information que mène la classe dominante, personne ne dispose de la base d'enquête suffisante pour pouvoir prévoir précisément l'ensemble des conséquences de la pandémie et de ses effets économiques, politiques et idéologiques. Toutefois les lois de fonctionnement fondamentales de chaque système social continuent de déterminer leur fonctionnement et leur devenir et en conséquence permettent d'anticiper des conséquences logiques de la situation actuelle dans les mois et les années à venir. A la lumière du marxisme-léninisme, il est dès lors possible d'anticiper quelques-unes de ces conséquences sur les plans de l'infrastructure économique du capitalisme et de ses superstructures politique et idéologique.

I. Une crise économique d'ampleur sismique prévisible

1. La situation économique mondiale avant la pandémie

La pandémie survient dans un monde où le capitalisme mondialisé était déjà sous la menace de l'éclatement d'une double crise, de surproduction et financière, de grande ampleur. La disparition de l'URSS a rompu les équilibres du rapport de forces sociales favorables aux peuples du monde issu de la victoire contre le nazisme et des luttes de libération nationale. Elle ouvre une séquence historique de retour à la « loi pure » du marché capitaliste, c'est-à-dire débarrassée de toutes les entraves imposées par les classes ouvrières et les peuples à la maximisation du profit. Dérégulation, privatisation, remises en cause du droit du travail et des conquêtes sociales, politiques de restriction budgétaire, démantèlement de la sécu et du système de retraite, etc., décrivent les différentes facettes de cette grande « revanche historique » des classes dominantes, de cet énorme transfert de valeur du travail vers le capital.

Mais le capitalisme est comme l'a analysé Marx soumis à ses propres contradictions. En paupérisant les travailleurs et les peuples pour maximiser ses profits, il crée inévitablement une rupture grandissante entre l'offre globale et la demande globale, à l'échelle de chaque nation capitaliste, des regroupements impérialistes comme l'Union Européenne, comme à l'échelle du monde. Quatre décennies de mondialisation capitaliste ont conduit à un gouffre entre la hausse sans précédent des capacités de production d'une part et une baisse sans précédent également du pouvoir d'achat. A un pôle s'accumule des besoins sociaux vitaux non couverts et à un autre des marchandises qui ne trouvent pas d'acheteurs.

Concrètement cela signifie que des tonnes et des tonnes de marchandises restent invendues alors même que les entreprises fonctionnent à des taux baissant souvent jusqu'à 50 % de leur capacité de production.

Il est difficile de mesurer l'ampleur exacte de la surproduction parce que celle-ci est masquée par le développement des prêts et du crédit qui n'est rien d'autre que la création d'une demande artificielle. Les hausses des dettes publiques et privées peuvent donc être considérées comme des indicateurs de l'énorme surproduction qui caractérise le capitalisme mondialisé.

Ainsi entre 2001 et 2017 la dette globale mondiale a triplé pour atteindre un record historique de 245 % du PIB mondial dont 159 % pour la seule dette privée¹. Fin 2019 le Fond Monétaire International évaluait son montant à 188 000 milliards de dollars². Endettement des ménages, endettement des entreprises, endettement des Etats, nous étions déjà avant la pandémie en présence d'une économie non viable dopée au crédit. C'est cela que nos médias appellent « bulles financières » sans jamais préciser qu'elle n'est qu'une conséquence de la crise de surproduction.

2. Les effets économiques prévisibles de la pandémie

L'OCDE évaluait début mars l'impact du Corona Virus sur la croissance mondiale à une baisse de 0.5 points alors que la pandémie n'était encore que dans sa phase initiale. L'organisme précisait d'ailleurs que cette prévision était basée sur l'hypothèse que « dans les autres pays, l'épidémie serait plus modérée qu'en Chine et qu'elle ne durerait que quelques semaines ». Hausse importante de l'endettement public mais aussi baisse de la demande globale seront deux effets inéluctables. Politiquement aucun Etat ne peut pendant la pandémie se permettre de ne pas investir dans des moyens supplémentaires immédiats pour les services de santé. Cela se traduira logiquement par une hausse de l'endettement public. Les mesures diverses d'aides aux entreprises déjà annoncées se chiffrent en milliards d'euros ou de dollars qui se traduiront également par une hausse de la dette. Le

ralentissement de l'activité économique a pour sa part un effet immédiat sur le pouvoir d'achat national. Cela se traduira par une baisse de la demande globale et par une hausse de la dette privée.

L'ampleur des sommes débloquées pour le « plan de relance » annoncé par Trump visant à faire face aux conséquences de la pandémie est un indicateur du cataclysme qui s'annonce. Avec 2000 milliards d'aides directes soit 10 % du PIB, ce plan est d'ores et déjà le plus gros programme de ce type de toute l'histoire des USA. L'Allemagne annonce pour sa part un plan similaire de 1000 milliards d'euros. En France Macron a annoncé le lancement prochain d'un tel plan de relance et les mesures sectorielles se multiplient chaque jour : 2 milliards d'euros pour le financement du chômage partiel, 45 milliards d'aides aux entreprises, 300 milliards de garantie pour les prêts bancaires aux entreprises, etc.

De manière plus globale un groupe d'économistes de la revue « Grand Continent » résume ainsi ses prévisions pour l'ensemble de l'Union Européenne : « Dans l'éventualité d'un confinement d'un mois entraînant une baisse temporaire de 50 % de l'activité du secteur privé, nous estimons que le coût des mesures exceptionnelles de soutien s'élèverait à 0,5 à 1 % du PIB annuel. Le coût direct des mesures discrétionnaires (mesures sanitaires d'urgence et de confinement mais aussi d'aide économique) serait donc de l'ordre de 1 à 1,5 % du PIB annuel³ ». Pour la France le ministre de l'économie Bruno Le Maire prévoyait le 17 mars une baisse du PIB français à 1 % alors que le taux de croissance prévue avant la pandémie était de 1.3 %. « Il y a aussi une guerre économique et financière. Elle sera durable, elle sera violente » précisait-il à cette occasion.

Alors que la crise de surproduction était déjà installée et masquée par le crédit, alors que cette crise menaçait déjà à tout moment de faire éclater la « bulle financière » accumulée, la pandémie peut se comparer à une digue qui cède. La facture sera énorme et se pose en conséquence la question : qui paiera ?

Il n'y a en effet que deux possibilités de réponses logiques pour éponger une telle dette :

- Soit le poids de la dette est supporté par le Capital c'est-à-dire sur les profits et dividendes qui ont explosés ces quarante dernières années. Hausse de l'impôt sur les profits et les dividendes, sur les transactions financières, rétablissement et élargissement de l'impôt sur les grandes fortunes, etc., autant de mesures qui permettent d'inverser la logique dominante depuis plusieurs décennies de transfert des revenus du travail vers ceux du capital.
- Soit il est supporté une nouvelle fois par le travail c'est-à-dire par une nouvelle baisse du pouvoir d'achat, une nouvelle hausse de l'exploitation, une accentuation des restrictions budgétaires pour les services publics, la remise en cause de droits sociaux, etc. L'ampleur de la nouvelle dette est cependant telle, que cette seconde option fait inévitablement passer un seuil qualitatif dans le processus de paupérisation. Ce qui se profile est tout simplement une situation à la grecque où le remboursement de la dette a signifié une baisse du salaire minimal de 30 % pour ne citer qu'un seul indicateur économique.

CAMARADES CHINOIS, CUBAINS, VENEZUELIENS,



**SAUVEZ-NOUS DE CETTE PANDEMIE
QUE LES LIBERAUX EUROPEENS SONT
INCAPABLES D'ENRAYER, ET UTILISENT
POUR NOUS FAIRE PAYER LEUR CRISE!**

C'est de cela dont parle Macron avec le « Nous sommes en guerre ». Il s'agit de préparer les esprits à un « Etat d'urgence économique » pour sauvegarder les profits.

II. Guerre de classes à l'intérieur et guerres à l'extérieur

1. La situation politique avant la pandémie

A l'échelle mondiale la « mondialisation capitaliste » s'est d'abord traduite par un reflux global des luttes sociales. Les classes ouvrières et les peuples ont vu leurs luttes affaiblies par la disparition du monde bipolaire, de l'URSS. Cette disparition a été accompagnée d'une campagne idéologique immense visant à présenter le capitalisme mondialisé comme étant le seul système possible. Mais les faits sont têtus et les effets de ce capitalisme libéré du contrepoids soviétique ont suscité progressivement un nouveau cycle de luttes ouvrières, populaires et nationales partout sur la planète. Sur le plan des luttes ouvrières un nouveau cycle de grèves et de mouvements sociaux s'est déployé à l'image des Gilets Jaunes et du mouvement contre la réforme des retraites en France. Sur le plan des luttes populaires de vastes mouvements sociaux se sont développés du Chili à l'Algérie en passant par le Soudan ou le Liban. Au-delà de la diversité des déclencheurs et de la clarté plus ou moins grandes des revendications, les causes profondes de ces mouvements sont les mêmes : le refus des effets désastreux de la mondialisation libérale capitaliste. Sur le plan des luttes nationales des expériences de rupture plus ou moins prononcées avec la mondialisation capitaliste sont apparues avec l'expérience de l'ALBA en Amérique du Sud.

Les classes dominantes ne sont pas restées inactives face à ce développement des luttes contre la mondialisation capitaliste. La première riposte des classes dominantes a été la hausse de la répression et la fascisation de l'appareil d'Etat. Les violences policières contre les Gilets Jaunes et contre le mouvement sur les retraites en sont une illustration. L'introduction dans la loi ordinaire de nombreuses mesures de l'Etat d'urgence en est une autre. La seconde riposte des classes dominantes a été l'agression et l'ingérence contre toutes les tentatives d'affirmation ou de réaffirmation des souverainetés nationales. Les embargos contre Cuba, le Venezuela, la

Bolivie d'Evo Morales, le Nicaragua, etc., en sont des exemples frappants. La troisième riposte des classes dominantes a été le développement de guerres directes ou indirectes pour contrôler les ressources pétrolières et minières d'une part, contrôler les voies d'acheminements de ces ressources d'autre part et empêcher l'accès à ces ressources des économies émergentes et en particulier de la Chine.

Diktat de programmes libéraux et hausse des budgets d'armement de tous les pays de la triade impérialiste (USA, Japon et Union Européenne), multiplication des coups d'Etat, ingérences politiques, guerres et fascisation des appareils d'Etat, telle était la situation avant la pandémie.

2. Les effets politiques prévisibles de la pandémie

L'introduction par Macron dans les dispositions de l'Etat d'urgence sanitaire de mesure remettant en cause « provisoirement » plusieurs droits des salariés révèle le plan des classes dominantes pour la sortie de la pandémie. Il s'agit d'imposer une logique de « sacrifice » dans le cadre d'un « effort de guerre » argumentée par l'ampleur de la menace rendant, elle-même, incontournable « l'unité nationale ». Il est trop tôt et les informations disponibles sont encore insuffisantes pour mesurer jusqu'où ira cette logique. La comparaison historique avec d'autres séquences « catastrophiques » permettent cependant de concrétiser le champ des possibles de cette logique : impôt supplémentaire de « sortie de crise », gel de droits sociaux jusqu'au rétablissement des grands équilibres, gel et même baisse des salaires comme contribution à « l'effort de guerre », etc. L'ampleur de l'attaque possible ne connaît dans ces situations qu'une limite : le rapport des forces.

Dans la préparation de ce rapport des forces par les classes dominantes nous retrouverons la logique du « nous sommes en guerre ». Il s'agira alors de présenter les luttes sociales comme des égoïsmes et même des trahisons face à l'« effort de guerre ». Les répressions des futurs mouvements sociaux et les nouvelles mesures de fascisation de l'appareil d'Etat qui s'annoncent se construiront sur ces arguments du « sacrifice inévitable » compte-tenu de la situation, du besoin d'un « Etat fort » pour réagir à la hauteur de la gravité de la situation, de la nécessité d'une politique exceptionnelle pour mener à bien « l'effort de guerre ».

Au plan international la pandémie a révélé les capacités de résistance aux catastrophes des différents pays et systèmes sociaux. Les pays rescapés du camp socialiste que sont la Chine, Cuba, le Vietnam, ainsi que le Venezuela, etc., ont montré une résistance incomparable à celle des pays de la triade impérialiste (USA, UE, Japon). Le simple fait que les trois pays venant en aide à l'Italie pour la fourniture de matériels et de médecins soient ceux touchés par des embargos occidentaux (Russie, Chine et Cuba) résume la situation que chaque citoyen peut constater. Il en est de même avec le fait que des médecins cubains apportent leurs aides dans les colonies françaises des Antilles. L'effet de vérité sur la véritable nature des systèmes sociaux est tellement important qu'il suscite déjà des réactions des classes dominantes de la triade impérialiste. Ces réactions sont encore timides car difficilement légitimables dans le contexte de pandémie

mais l'après-pandémie est déjà en préparation. En pleine pandémie les USA ont déclenché la semaine dernière le déploiement de la plus grande force militaire dans les Caraïbes depuis l'invasion du Panama en 1989. Cette force comprend des destroyers lance-missiles, des navires de combat côtiers, des avions de patrouille maritime, etc. Alors qu'un navire militaire anglais participe à cette agression en préparation, la France pour sa part envoie dans les Antilles le porte-hélicoptère « Dixmude ».

L'après-pandémie se prépare également à l'encontre de la Chine. Le simple fait que Trump s'évertue à appeler le Corona du nom de « virus chinois » est significatif de la stratégie en déploiement : présenter la Chine comme responsable de la pandémie pour justifier une politique agressive contre elle. Déjà le journal Le Monde se fait le relais de telles thèses alors que l'ensemble des médias dominants remettent en cause le nombre officiel de victimes du Corona qui a pourtant été validé par plusieurs organismes internationaux dont l'OMS.

Accélération de la fascisation des appareils d'Etat, restrictions inédites des droits politiques et syndicaux, hausse des ingérences militaires et politiques sont des tendances prévisibles sur le plan politique. Une nouvelle fois seul le rapport de force déterminera l'ampleur de ces tendances.

III. La lutte contre l'incivisme et le discours de guerre comme idéologie

Après un mouvement des Gilets Jaunes s'étendant sur plus d'une année et un mouvement contre la réforme des retraites sans précédent depuis les grandes grèves de 1995, la situation idéologique d'avant la pandémie était la tendance grandissante d'une crise de légitimité du système capitaliste et du gouvernement Macron. De nouveaux pans de la classe ouvrière et des classes populaires entraînent en action dans des formes inédites avec les Gilets Jaunes. Le mouvement contre la réforme des retraites s'inscrivait dans la durée en recherchant de nouvelles formes d'action pour contrecarrer la stratégie d'usure et de pourrissement de Macron. L'un comme l'autre bénéficiaient d'un large soutien dans l'opinion publique populaire. L'efficacité de l'idéologie dominante à faire adhérer au système capitaliste était indubitablement en baisse significative et durable.

Les réactions gouvernementales à la pandémie ont encore renforcées cette crise de légitimité. Elles étaient guidées uniquement par le souci de préserver l'activité économique au risque des dangers pour la santé de la population. Les retards initiaux ne sont pas simplement le résultat d'une absence de prévision mais d'abord celui du primat donné aux fonctionnements des entreprises (et donc au maintien des profits) sur les exigences de santé publique. Les insuffisances de masques, de tests et de lits ont visibilisé les effets concrets de la mondialisation capitaliste et de sa politique libérale de maximisation des profits. Les délocalisations pour des mains d'œuvre à bas salaires et la division européenne du travail ont désindustrialisé le pays. Cette maximisation des profits prend aussi en effet comme un de ses moyens la réduction maximum des stocks dans la logique que les économistes

appellent « flux tendus ». L'afflux rapide des malades a révélé la signification concrète des politiques libérales de destruction des services publics depuis quatre décennies. La crise de légitimité déjà en développement avant la pandémie a connue en quelques semaines une aggravation radicale.

La réaction idéologique de la classe dominante à cette crise de légitimité s'est construite sur un double axe : le discours de guerre et d'unité nationale d'une part et la lutte contre l'incivisme d'autre part. Le premier vise à dédouaner le système capitaliste en présentant la situation actuelle comme étant le résultat de la simple « catastrophe naturelle ». L'ampleur de celle-ci et son caractère inédit expliqueraient à eux seuls le bilan humain. Ce qui est occulté alors c'est la vulnérabilité du système de soin dont la cause est antérieure à la pandémie et se situe dans quatre décennies de politique libérale en matière de santé publique. Le discours sur l'incivisme vise à désigner des responsables « boucs émissaires » pour expliquer les manquements et les contradictions dans la lutte contre la pandémie. Le discours médiatique et politique permanent sur les citoyens ne respectant pas le confinement permet d'occulter la décision de poursuivre l'activité économique y compris dans des secteurs non vitaux pour lutter contre la pandémie. Cette stratégie idéologique vise à détourner la colère populaire des causes systémiques du drame que nous vivons vers des causes individuelles.

Cette contre-offensive idéologique à la crise de légitimité préfigure ce que nous vivons dans l'après-pandémie : légitimer un « état d'urgence économique » en présentant les récalcitrants (grévistés et autres manifestants) comme des égoïstes inciviques en pleine « guerre ». Tout cela pour faire payer la facture globale par un nouveau transfert de valeur du travail vers le capital.

Les axes revendicatifs de l'après pandémie

La colère populaire contre la vie chère, la pauvreté et la liquidation des services publics qu'illustrent les grèves contre la casse du code du travail, de la retraite et les Gilets jaunes est aujourd'hui redoublée et amplifiée par la gestion calamiteuse de la pandémie du Covid 19.

Les travailleurs et les populations découvrent que la « riche puissance française » fait faillite : masques, tests, respirateurs, lits d'hôpitaux et qu'en plus le pouvoir politique met en danger la vie des populations en mettant l'intérêt économique, c'est à dire les profits, devant la santé.

Le peuple se rend compte combien il a eu raison de dire NON en 2005 au traité constitutionnel de l'UE en découvrant sous le tapis de « l'Europe antidote du nationalisme » la réalité de l'égoïsme national des bourgeoisies impérialistes qui avait déjà sévit en Grèce en jetant les populations dans la pauvreté.

C'est pourquoi il nous faut mettre

au devant dès à présent les axes revendicatifs suivants :

- Des respirateurs, des lits suffisants et réouverture des hôpitaux fermés, des masques, des tests pour tous ;
- Retrait de la loi de casse de la retraite, défense de la Sécurité sociale et des services publics, satisfaction des cahiers de doléances des Gilets Jaunes, revalorisation des salaires; Aucun licenciement post pandémie Covid 19 ;
- Réduction du temps de travail hebdomadaire à 32 heures, augmentation générale des salaires, des pensions et des indemnités;
- Nationalisation avec contrôle des salariés et des usagers de l'industrie pharmaceutique ;
- Relocalisation des industries indispensables à la vie quotidienne de la Nation, retour des services publics dans les quartiers populaires et les territoires périphériques;
- Régularisation des sans papiers, droit de vote aux immigré(e)s;
- Retour des soldats à l'extérieur du pays, sortie de l'OTAN et de l'UE

Les communistes doivent plus que jamais faire grandir la conscience des causes réelles systémiques de la situation actuelle : la logique du profit, de la propriété privée des moyens de production et de la marchandisation de toutes les sphères de l'existence. Ils doivent plus-que jamais faire avancer l'idée de la nécessité de mettre en accusation le capitalisme pour le renverser comme seule solution rationnelle aux impasses du capitalisme à son stade suprême l'impérialisme. Le socialisme n'est pas seulement une issue possible, il est aussi une issue nécessaire et urgente.

¹Le centre de Recherche pour l'Expansion de l'Economie et le Développement des Entreprises, *Où en sont les dettes publique et privée dans le monde ?*, mars 2018.

²Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI, *Capital* du 7 novembre 2019.

³Collectif, *COVID 19, il faut un programme d'urgence pour l'Europe*, *Le Grand Continent* du 13 mars 2020.



UN GESTE BARRIERE POUR GAGNER

COVID 19: Chronique d'une gestion calamiteuse

Entre le 13 Janvier (1^{er} décès enregistré en Chine et causé par le Covid 19) et le 6 avril, le virus à fait depuis plus de 70 000 victimes sur la planète. Plus que sur d'autres sujets, la notion de développement inégal développée par Marx prend ici tout son sens. Car le nombre de victimes va dépendre de la réactivité des Etats, des infrastructures sanitaires et bien évidemment, d'un point de vue plus idéologique, des intérêts économiques que les exécutifs servent.

Car, n'en déplaise au Président Macron, on ne livre pas de guerre contre un virus, on l'éradique par la connaissance que l'on en a et par le développement de barrières immunologiques comme les traitements ou vaccins, fruit des connaissances et de la recherche scientifique. Or, en France, la gestion de la crise a été marquée par un degré d'amateurisme et d'incompétence, voire de mépris jamais atteint ; Amateurisme quant à l'urgence sanitaire, comme le révèle à postériori cette affirmation, le 24 janvier 2020, d'Agnes Buzyn, ministre de la santé « *Les risques de propagation du virus dans la population sont très faibles* » ; amateurisme quant aux questions des équipements de base lorsqu'elle ajoute le 26 janvier : « *Nous avons des dizaines de millions de masques en stock en cas d'épidémie, ce sont des choses qui sont d'ores et déjà programmées. Si un jour nous devons proposer à telle ou telle population ou personnes à risque de porter des masques, les autorités sanitaires distribueraient ces masques aux personnes qui en auront besoin* ». Amateurisme enfin, quant aux stratégies envisagées pour freiner la propagation du virus, mais aussi imposées par la réalité des choses : infrastructures sinistrées, manque de moyens matériels et humains...conséquence de la longue marche de la casse des services publics de la santé mais aussi de la recherche. Il est difficile pour la classe dominante d'éviter un tel amateurisme après que ses choix ultralibéraux en matière de santé ont systématiquement détruit les capacités de

réaction rapides à une pandémie. L'amateurisme des dominants est le fruit de leur quête permanente du profit maximum.

Un paysage de la santé hospitalière sinistré

Entre 1982 et 2020 le nombre de lits d'hôpital est passé de 613 000 à 429 000 (243000 dans le secteur public), soit une baisse d'environ 30% alors que la population française augmentait de 20%. On passe ainsi de 11000 lits/ million habitants à 5900 à la date d'aujourd'hui, ce qui représente une baisse de plus de 40%. Les places en lits de soins intensifs (celles utilisées pour traiter les cas sévères de coronavirus par exemple) sont, elles de 148/million (et encore de 74 avant la pandémie).

A cette réduction du nombre de lits se superpose celles des structures d'accueil sous l'effet des réorganisations et des restructurations. Ainsi le nombre de structures hospitalières publiques est passée de 1 416 en 2014 à 1 356 en 2018 (-4,2 %). Celui des cliniques privées a moins reculé, passant de 1 012 en 2014 à 999 en 2018 (-1,3 %). (source drees.solidarites-sante.gouv.fr).

Pourtant, les principaux concernés n'ont pas cessé de tirer les sonnettes d'alarme. Depuis début 2019, un mouvement de fronde inédit dans les hôpitaux publics pointe les insuffisances et les urgences. 70 directeurs médicaux de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) dresse un cri d'alarme dans les colonnes du Monde (13/11) « *L'hôpital public s'écroule et nous ne sommes plus en mesure d'assurer nos missions... Des centaines de lits d'hospitalisation de médecine et de chirurgie, des dizaines de salles d'opération à l'hôpital public fermées, et chaque semaine des unités de soin ferment. Les conséquences : des conditions d'accès aux soins dégradées, la qualité et la sécurité des soins sérieusement menacées* ». Les syndicats dénoncent à la fois le manque de moyens matériels, financiers et humains mais aussi revendiquent des augmentations de salaires. Il est vrai que les multiples réformes de la santé subies depuis 30 ans ont pour seule boussole la « réduction des coûts », « l'absorption des déficits » dont l'hôpital public a été la victime principale.

Or dans une crise majeure comme celle du Coronavirus, c'est justement l'hôpital public qui est en première ligne. Comme on peut le constater, ce sont tous les travailleurs hospitaliers qui, au péril de leur vie, et quel que soit leur position hiérarchique, accomplissent leur mission de service public. Ce qui fait dire au Président Macron lors de son allocution le 12 mars : « *Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, [pour] notre État-providence, ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché.* » et d'annoncer à Mulhouse quelques jours plus tard « *La mise en place d'un plan massif d'investissement et de revalorisation de carrière* ». Ceux-là même qui ont pu être gazés et tabassés il

FAILLITE TOTALE DU LIBERALISME ROULEAU COMPRESSEUR DES SERVICES PUBLICS DE SANTE



MACRON: PLUS DE 4000 LITS SUPPRIMES,
70000 LITS EN MOINS DEPUIS 15 ANS

y a à peine 3 mois sont adulés !

Ne nous gargarisons pas car, en creux de ces déclarations faites dans la précipitation pour éteindre le feu qui couve un peu partout, se cache la poursuite du démantèlement du service public hospitalier, dans la droite ligne des logiques capitalistiques de marchandisation de la santé. C'est ce que révèle la note de la Caisse des dépôts et Consignations qui forme les premières propositions « du jour d'après » et qui, comme mesure première, préconise un renforcement des partenariats publics privés (PPP), dont l'inefficacité a pourtant été largement dénoncée par la CCE (Cour des Comptes Européenne) : « *les partenariats public-privé (PPP) cofinancés par l'UE ne peuvent être considérés comme une option économiquement viable pour la fourniture d'infrastructures publiques* ».

Pénurie de masques : un scandale d'Etat et démythification de l'Etat « protecteur »

Sans entrer dans tous les détails qui ont été largement révélés par Mediapart (mediapart.fr/journal), cette question des masques qui reste la face visible de l'iceberg en terme d'incurie et de désorganisation au plus haut sommet du pouvoir, montre également en quoi la marchandisation de la santé a conduit à une des pires crises sanitaires humanitaires vécues en Europe et plus spécifiquement en France. Comment l'une des plus grandes puissances économiques de la planète n'arrive pas subvenir aux besoins fondamentaux de ses soignants en termes de matériel de protection ? Qui aurait pu le croire ? Ou sont les responsabilités ?

Le 1^{er} aspect de cette question est la dépendance nationale, car la marchandisation de la santé a conduit de fait à une perte totale de souveraineté nationale. Avec une production délocalisée pour plus de 80% en Chine, les « lois du marché » de l'offre et de la demande prennent ici tout leur sens. Actuellement, 4 entreprises basées en France ont une capacité de production d'environ 4 millions de masques par semaine qui pourrait être augmentée à 10 millions par semaine. Or les besoins (uniquement pour les personnels de santé) sont de 40 millions par semaine. De plus, ces entreprises privées doivent également honorer des commandes venues de l'étranger. Par conséquent, il faut importer et bien sûr, seule la Chine est en capacité de répondre à une demande massive qui est mondiale, avec la règle très chère à nos gouvernants, du 1^{er} arrivé 1^{er} servi et qui obéit à « la loi de l'offre et de la demande ». Et pourtant, le gouvernement ne prend pas la mesure de l'urgence !

En effet, les stocks stratégiques existants (plus d'un Milliard de masques chirurgicaux, 360 millions de masques FFP2) ont été vendus par les gouvernements précédents (Sarkozy puis Hollande). Sous Hollande, la ministre de la Santé Marisol Touraine avait pour conseillers Benjamin Griveaux, Gabriel Attal, et Jérôme Salomon (actuel Directeur Général de la Santé), fers de lance de la Macronie ! Cette visionnaire prend même la décision, que, dorénavant, l'Etat ne s'embarrasserait plus de stocks stratégiques et transférerait cette compétence aux employeurs, qu'ils soient privés ou publics. Compte tenu des coupes budgétaires dans l'Hôpital public, cela représentait évidemment une charge supplémentaire dont il n'avait pas besoin. On mesure les conséquences aujourd'hui d'une telle décision. Pire encore :



avec les objectifs de rationalisation des dépenses, et la loi « de modernisation du système de santé », l'EPRUS (Établissement de Préparation et de Réponses aux Urgences Sanitaires) chargé notamment de gérer ces stocks, est fusionné avec 2 autres instituts (institut de veille sanitaire et institut de prévention et d'éducation pour la santé) en mai 2016 dans une nouvelle structure (l'Agence Nationale de Santé Publique). Celle-ci a clairement démontré dans cette « crise » sa totale inefficacité et sa paralysie pour gérer la pénurie des masques et autres matériels vitaux du fait de circuits décisionnels trop longs et inadaptés considérant l'urgence de la situation. Ce n'est que fin Mars que les commandes massives sont effectuées, mais dans un contexte d'une forte demande mondiale et d'un transport aérien réduit de 80%, les prix s'envolent sans être sûr d'être livrés dans les délais ! La théorie du flux tendu appliquée à la production montre ici ses effets pervers ! C'est la guerre des masques entre les nations dites « civilisées et démocratiques ». Ce n'est pas une guerre contre le virus mais bel et bien une guerre entre impérialistes.

Confronté à cette réalité, le gouvernement travestit la vérité. Plutôt que d'avouer dès le départ qu'il y a pénurie, il tente d'endormir le peuple en prétextant l'inutilité des masques. Ainsi « *le gouvernement a caché cette pénurie pendant près de deux mois et, en fonction des stocks, a adapté ses consignes sanitaires sur le port du masque. Fin février, le directeur général de la santé préconisait un masque pour toute personne en contact avec un porteur du Covid. Un mois plus tard, la porte-parole de l'exécutif déclarait que c'était inutile...* » précise Mediapart. Or, « *cette absence de port de masque est une erreur gravissime* » souligne très justement George Gao, Directeur Général du centre national chinois de contrôle et de prévention des maladies (<https://www.sciencemag.org>) .

Dans un tel contexte, c'est le système D qui prend alors le dessus, chacun tentant de faire au mieux à l'échelle locale en essayant de mobiliser les ressources disponibles, en faisant appel notamment aux industries du textile par exemple, ou en produisant en interne qui le gel hydro-

alcoolique, qui les blouses, qui les masques... Avec un appel notable au bénévolat sous prétexte de solidarité.

Il suffirait pourtant de réquisitionner l'outil de production (à savoir toutes les industries textiles) pour pouvoir augmenter de manière massive les capacités de production en France. Mais le gouvernement préfère réquisitionner les masques commandés par les régions et qui en ont besoin pour les structures sanitaires et les EHPAD. Il en est de même pour tout le reste du matériel médical (respirateurs, blouses, oxygène...). En réalité le système de production mondialisé, basé sur le flux tendu et la recherche du profit maximum, porte en lui une incapacité congénitale à régler les problèmes de crise, qu'elle soit sanitaire ou économique. Et nous savons bien sur qui paie à la fin.

Confinement général versus tests : Improvisation ou choix politiques ?

1ère victime chronologique de ce néo-virus, les experts scientifiques chinois partagent très rapidement le 12 Janvier la séquence complète du génome du nouveau coronavirus avec le reste du Monde. Objectif : développer des tests fiables et surtout chercher des solutions immunitaires (vaccins).

Des tests voient très rapidement le jour. Des tests PCR dits rapides sont effectivement utilisés en France mais en quantité insuffisante pour tester de manière massive (seules les personnes malades hospitalisées le sont !)

Pourtant le test est la seule manière préventive de faire le tri entre infectés et non infectés et ainsi de procéder à une politique de confinement et de mise en quarantaine ciblée. Cette voie n'est assurément pas celle choisie par le Gouvernement français, contrairement à d'autres pays. Paradoxalement, cette voie serait très en phase avec l'idéologie capitaliste, car ce serait la manière de maintenir les personnes non infectées au travail et de faire rentrer les dividendes !

Il a fallu attendre le 26 mars pour qu'enfin l'exécutif réagisse sur cette question : « *J'ai commandé 2 millions de tests qui nous seront livrés en avril* », déclare le Ministre de la Santé Olivier Véran le 26 mars 2020. « *Ils sont un maillon essentiel de notre stratégie pour tester massivement les Français et pour rendre accessible le dépistage aux plus fragiles, dans nos EHPAD* » Ce retard à l'allumage s'explique à la fois par la nature du test (il s'agit ici de tests sérologiques développés plus récemment que les PCR) et qui nécessitent des produits importés de Chine et des États-Unis...et qui souligne encore une dépendance nationale dans ce domaine.

Mais arrêtons-nous sur les PCR et la stratégie de confinement du Gouvernement. On comprend que la Chine ait choisi un confinement strict de la région du Hubei car ne disposant pas encore de la connaissance suffisante du virus. Pourquoi en France, alors que les tests PCR existent déjà, n'a-t-on pas fait le choix de tester massivement, dès le début de l'apparition de cas en France ? Pourquoi, alors que nous savions que les personnes touchées étaient pour une grande majorité des personnes âgées, n'a-t-on pas priorisé les EHPAD ? Pourtant dès le 31 janvier, l'Institut Pasteur avait développé son propre test. Peut-être encore par manque de réactifs ? On compte rapidement, si l'on se fie aux données

fournies par Santé Publique France, 3237 décès dans les ESMS sur un total de 10800 (soit près de 30%).

La question qui se pose alors est : le gouvernement français a-t-il laissé faire ? N'oublions pas qu'en cette période et depuis plus de 2 mois, le conflit social sur la réforme des retraites a pris le pas sur toute autre considération. A tel point que le conseil des ministres exceptionnel programmé samedi 29 février, pour traiter de l'épidémie, a accouché de la décision d'activer l'article 49.3. ! Ébranlé par l'ampleur de la contestation, fragilisé de plus en plus par une opinion publique clairement défavorable à la réforme, la seule préoccupation du gouvernement est de limiter la casse aux municipales. Alors qu'une crise sanitaire majeure couvait, la Ministre de la Santé Agnès Buzyn est éjectée de son poste pour remplacer Benjamin Griveaux candidat LREM à l'élection à Paris. Alors qu'une crise majeure couvait, le 1^{er} ministre même était candidat au Havre ! Et les élections municipales sont organisées en mettant en danger de mort assesseurs, présidents de bureaux de vote et électeurs. Ce sont là des éléments dont il faudra se souvenir à l'heure des comptes.

Peut-on penser, qu'à l'instar de Boris Johnson au Royaume Uni, le gouvernement ait fait le choix inavoué de laisser prospérer le virus et opter pour la sélection « Darwinienne » ? La préoccupation première de la classe dominante et de son gestionnaire Macron a depuis le début de la crise été le souci de limiter le moins possible l'activité économique. La poursuite des sacro-saints profits a prédominé sur la préservation de la santé des citoyens. Le retard à l'allumage de nombre de décisions le démontre. Les statistiques prévisionnelles du nombre de morts possibles en utilisant cette stratégie a depuis fait reculer le gouvernement britannique.

En France, ce n'est que le 16 mars que Macron annonce le confinement. Au préalable, le 1^{er} tour des élections municipales a eu lieu la veille. Ce qui était possible la veille ne l'est plus dorénavant ! Sur une mesure aussi grave et extrême que le confinement, la valse-hésitation du gouvernement a de quoi inquiéter. Voilà ce que dit George Gao à propos du confinement. A la question de savoir comment celui-ci a été coordonné dans la province du Hubei, la réponse est sans appel : « *Il faut d'abord être compris [par la population] et obtenir le consensus. Pour cela, il faut un leadership très fort, au niveau national et local. Superviseurs et coordinateurs doivent travailler en étroite collaboration avec le public. Dans chaque quartier, les superviseurs doivent être très alertes. Ils sont essentiels* ». La compréhension et le consensus, oui, quand l'Etat œuvre pour le peuple. Ce qui est loin d'être le cas en France, après 18 mois de Gilets Jaunes et 3 mois de conflit sur les retraites.

On comprend alors que la décision de confiner est une décision par défaut, car résultant d'une désinvolture coupable renforcée par un calcul économique cynique tout au long du processus. Car le pouvoir savait depuis le 11 janvier qu'il fallait se préparer au pire selon le mea-culpa d'Agnes Buzyn après les municipales : « *Quand j'ai quitté le ministère, assure-t-elle, je pleurais parce que je savais que la vague du tsunami était devant nous.* »

Confinement à géométrie variable d'ailleurs. Pourquoi des

activités non essentielles sont maintenues comme par exemple dans le groupe Amazon ? Ou chez Airbus ? Ou dans le bâtiment ? Nous savons dans quelles conditions scandaleuses les salariés d'Amazon ont travaillé sans protection et sans possibilité de respecter les consignes de distance.

Comment confiner des populations entières dans les quartiers populaires dans des appartements exigus ? Sans que ces familles ne disposent toutes de matériels ni de ressources pour le suivi scolaire ? Comment faire accepter ces mesures ? Non pas par la compréhension et le consensus, mais par le bâton, au regard du nombre de contrôles zélés et d'amendes délivrées dans certains de ces quartiers. Le bâton d'un côté, la mort de l'autre, car ce sont ces quartiers qui subissent aussi les pertes les plus importantes comme le suggère le taux de mortalité anormalement important en Seine St Denis.

Et la solidarité internationale dans tout ça ?

Cette crise du Coronavirus a permis de faire tomber les masques. Première nation sérieusement touchée en Europe, l'Italie a pu mesurer combien la solidarité internationale n'était pas Européenne mais chinoise, russe, cubaine, vénézuélienne en apportant soit de l'aide matérielle soit des moyens humains supplémentaires. Ils ont été les premiers à répondre à son appel, tandis que les autres Etats-Nations européens ont pratiqué le chacun pour soi.. Le peuple Italien n'oubliera certainement pas à l'heure du bilan.

Le jour d'après ?

Sans s'appesantir sur des chiffres peut être partiels, quel est finalement le bilan en termes de décès à l'heure d'aujourd'hui ?

11000 en France, 15000 en Espagne, 17000 en Italie, 9000 au Royaume Uni, 15000 aux USA, et 3300 en Chine, 12 à Cuba, 9 au Venezuela, 0 au Vietnam (pourtant frontalier avec la Chine). Et si on les rapporte à la population, l'écart est énorme. Ces Etats ont développé un système de santé ouverts à tous et gratuit.

Ici en France, parce que nos vies valent mieux que leurs profits, il faut tirer le bilan de cette crise et agir, pour que tout change, en particulier sur le système de santé qui doit être basé sur les principes suivants :

Infrastructures et moyens humains

1. Gratuité des soins pour tous et toutes, priorité 1
2. Ouvrir le nombre de lits et de postes nécessaires pour remplir ces missions et offrir des salaires à la hauteur
3. Argent public aux hôpitaux publics
4. Rendre l'accès aux soins disponible et de proximité (remettre en place les hôpitaux de proximité, maternités, dispensaires) en complément de la médecine de ville.

Indépendance sanitaire

5. Nationaliser le secteur de la santé (hôpital, pharmacie, recherche) sous le contrôle des salariés et usagers par la mise en place d'une

agence Nationale du Médicament et la doter des capacités de production en relation avec les besoins;

6. Relocaliser toutes les chaînes de fabrications des matériels médicaux;

7. Financement de la recherche publique avec des moyens récurrents et limiter les financements par Appel à projets (rappelons qu'en 2003, pendant l'épidémie du SRAS, Bruno Canard, chercheur marseillais, avait découvert un coronavirus lors de recherches financées à l'époque à cause du SRAS. En 2005 il a dû arrêter ses recherches faute de moyens, le SRAS n'étant plus à la mode. Si les recherches avaient continué, on aurait peut-être pu trouver un remède ou un vaccin).

En tant que communistes, nous savons qu'il faut inverser l'ordre des choses et que le capitalisme n'offre pas d'issue et qu'au contraire c'est un obstacle qu'il faut renverser. La crise sanitaire que nous traversons met à nu le visage de celui-ci et l'expose aux yeux de peuples entiers. Dans cette longue marche vers le socialisme, les sauts quantitatifs sont autant de prémices vers un possible changement plus radical. Nous devons œuvrer pour que la notion de bien public, de nationalisation sous contrôle ouvrier et des usagers, de planification ne soit plus taboue mais de vrais outils pour construire le futur. La situation s'y prête alors, ensemble au sein de la reconstruction communiste, posons ce débat et faisons-le au sein du mouvement antilibéral, antifasciste, anti-guerre et eurocritique.

Avril 2020: Le Washington Post fait sa Une sur la réussite indiscutable de la gestion de crise du Kérala, petit Etat communiste de la fédération indienne. De façon générale, c'est effectivement en Chine, mais aussi au Vietnam, au Venezuela et bien sûr à Cuba que la crise a été la mieux gérée, avec des moyens d'Etat à la hauteur des enjeux.





POUR LE JOUR D'APRES COMMENT CHANGER LE MONDE?

« SELECTION NATURELLE »
ET REGULATION MALTHUSIENNE DE LA DEMOGRAPHIE

OU

PRODUCTION DE MASSE
DE VACCINS, DE TESTS, DE MASQUES, DE GEL, ...

« DECROISSANCE »
KRACH ET CHOMAGE DE MASSE

OU

NATIONALISATIONS
ET RELOCALISATIONS INDUSTRIELLES

SURVIVALISME INDIVIDUALISTE

OU

PLANIFICATION ECOLOGIQUE



PREMIER PRODUCTEUR MONDIAL PAR
HABITANT D'EDLIEN, D'HYDRAULIQUE,
D'ENERGIE SOLAIRE, LEADER POUR LA
FUSION NUCLEAIRE, LA REFORESTATION:

LA CHINE POPULAIRE!



